

ÉTATS-UNIS



Photo Sipa/Guy BELL

Un Picasso adjugé 139 millions de dollars

L'un des chefs-d'œuvre du maître espagnol Pablo Picasso, *Femme à la montre*, a été vendu aux enchères mercredi soir 139 millions de dollars par la maison Sotheby's à New York. Il s'agit du deuxième prix jamais atteint pour cet artiste mort il y a cinquante ans. La toile de 1932 représente l'une des compagnes de l'artiste espagnol, la peintre française Marie-Thérèse Walter. Le tableau appartenait à la riche famille New-Yorkaise Emily Fisher Landau, décédée cette année à 102 ans.

ENQUÊTE

Etoiles de David : Moscou nie tout lien

La France a condamné jeudi « avec fermeté » le rôle d'un réseau russe dans « l'amplification artificielle et la primo-diffusion sur les réseaux sociaux des photos des tags représentant des étoiles de David » à Paris. Plus tôt, la diplomatie russe avait nié tout lien avec ces mystérieux tags, estimant que les soupçons visant Moscou étaient « stupides » et « indignes ». Le 31 octobre, une soixantaine d'étoiles bleues marquées au pochoir avaient été découvertes à Paris et en banlieue, créant une vive émotion et de nombreuses interrogations dans le contexte du conflit entre Israël et le Hamas.

MONDE

UKRAÏNE/POLOGNE

Blocage de routiers : plus de 20 000 véhicules à la frontière

Plus de 20 000 véhicules étaient bloqués jeudi à la frontière entre l'Ukraine et la Pologne, que des routiers polonais paralysent depuis le début de semaine pour dénoncer la concurrence « déloyale » de leurs voisins. Ils réclament notamment la restauration de permis d'entrée pour leurs concurrents ukrainiens, afin de faire baisser leur nombre. L'Ukraine a assuré « respecter le droit de manifester », tout en se disant « prête à un dialogue constructif pour régler la situation ».

ÉTATS-UNIS

Une première greffe d'un œil complet

C'est une première mondiale porteuse d'espoir pour les personnes qui ont perdu l'usage d'un œil : des chirurgiens américains ont annoncé jeudi avoir réalisé la première greffe d'un œil complet sur un patient. Un peu plus de cinq mois après l'opération - qui a duré 21 heures -, le malade n'a pas recouvré la vue, mais son œil montre des signes de très bonne santé, y compris un flux sanguin jusqu'à la rétine. Pour lui, le bénéfice restera sans doute esthétique. Toutefois, le Dr. Eduardo Rodriguez qui a dirigé l'opération s'enthousiasme : « Nous avons fait un pas en avant considérable et ouvert la voie au prochain chapitre pour restaurer la vision ».

LITTÉRATURE



Photo Sipa/Isa HARSIN

Kevin Lambert remporte le prix Médicis

Le prix Médicis a été remis jeudi au Canadien Kevin Lambert pour *Que notre joie demeure* (éd. Nouvel Attila), consacrant une fois de plus cette étoile montante de la littérature québécoise. Cet auteur de 31 ans avait déjà remporté fin octobre le prix Décembre, avec cette histoire de la chute d'une architecte soudainement accusée de chasser les pauvres de Montréal. Gaspard Koenig, finaliste malheureux des prix Goncourt et Renaudot, a lui décroché le prix Jean Giono avec *Humus*, l'un des romans les plus commentés de la rentrée littéraire 2023.

AUTRICHE



Photo AFP/Joe KLAMAR

Une fontaine « moche » et « chère » fait polémique

Inaugurée fin octobre, une fontaine commandée par Vienne (Autriche) pour célébrer les 150 ans de l'approvisionnement en eau de source de la ville n'en finit pas de faire des vagues. Sur les réseaux sociaux, les internautes s'étranglent devant cet ouvrage en béton qui semble modelé par des enfants de maternelle. Son coût a aussi dû mal à passer. Un message du compte Culture critique regrette que ce soit « tout ce qu'ils ont trouvé pour 1,8 million d'euros pris aux contribuables ».

FAITS DIVERS

PARIS

Un adolescent incarcéré pour un projet d'inspiration djihadiste

Un adolescent de 17 ans, soupçonné d'avoir notamment envisagé une attaque au couteau d'inspiration djihadiste, a été mis en examen lundi à Paris et placé en détention provisoire. Selon RTL, le lycéen, qui vivait avec ses parents dans le Nord de la France, près de la frontière belge, publiait « des messages de glorification » de l'organisation État islamique sur TikTok et X (ex-Twitter). Il est soupçonné d'avoir envisagé une attaque contre quiconque offenserait l'islam.

Un homme en tenue de rabbin agressé dans le métro

Un mineur qui dit être né en 2009 a été placé en garde à vue mercredi après avoir agressé un homme en tenue religieuse juive dans le métro à Paris. L'agresseur lui a parlé en langue arabe et lui a porté un coup de pied dans le dos, selon la source policière. La victime, non blessée, a déposé plainte.

JUSTICE

Le Conseil d'État annule la dissolution des Soulèvements de la Terre

Prononcée en juin dernier par le ministère de l'Intérieur, la dissolution du collectif écologiste « Les Soulèvements de la Terre » a été annulée par le Conseil d'État jeudi. La plus haute juridiction administrative française estime « qu'aucune provocation à la violence contre les personnes ne peut être imputée aux Soulèvements de la Terre ».

Certes, a reconnu le Conseil d'État, le collectif s'est bien livré « à des provocations et à des agissements violents à l'encontre des biens » notamment à l'occasion de la manifestation en mars contre la construction de retenues d'eau à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), mais la dissolution demandée par le ministère de l'Intérieur « ne constituait pas une mesure adaptée, nécessaire et proportionnée à la gravité des troubles susceptibles d'être portés à l'ordre public ».

SOCIÉTÉ

« Les langues régionales n'ont jamais été aussi mal enseignées »

Le collectif « Pour que vivent nos langues » veut modifier l'article 2 de la Constitution, qui stipule que « la langue de la République est le français », afin d'introduire les langues régionales.

« Si la langue française faisait de la place à ses homologues régionales ? » « Il faut un cadre, un bouclier qui protège nos langues régionales », assène Claude Froehlicher, président d'Eltern Alsace, une association qui regroupe des parents d'élèves de l'enseignement public bilingue.

Deux ans après l'adoption de la loi Molac en avril 2021, puis sa consécration partielle par le Conseil constitutionnel, le collectif « Pour que vivent nos langues », composé d'associations promouvant les langues

régionales et leur enseignement, a présenté mercredi ses craintes et ses revendications au groupe d'étude « Langues et cultures régionales » de l'Assemblée nationale.

« Il faut changer l'article 2 de la Constitution »

« Il faut changer l'article 2 de la Constitution », résume Yann Uguen, président de Diwan, réseau d'écoles associatives en langue bretonne. Cet article stipule que « la langue de la République est le français » et c'est au nom de cet article que le Conseil constitutionnel a retourné, en mai 2021, la possibilité d'un enseignement immersif en langue régionale dans les établissements publics et l'utilisation de signes diacritiques dans les actes d'état civil. Une

circulaire de l'Éducation nationale de décembre 2021 a depuis assuré la possibilité d'un enseignement immersif dans les écoles publiques, mais « il est limité en volume horaire et selon les âges. Ce n'est qu'un pis-aller. On ne sait pas quel sera l'avenir », s'inquiète Peio Jorajuria, président de Seaska, la fédération des écoles immersives en langue basque.

« Les grandes paroles, c'est bien, mais nous voulons des actes »

Le président Emmanuel Macron s'était pourtant voulu rassurant lors de l'inauguration de la langue française à Villers-Cotterêts : « Toutes les langues sont égales du point de vue de la dignité. C'est pourquoi je veux que nos lan-

INDONÉSIE

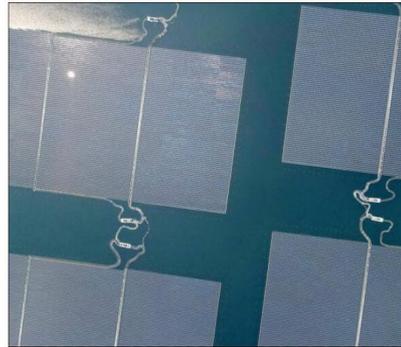


Photo AFP/Bay ISMOYO

Un gigantesque parc solaire flottant inauguré

L'Indonésie a inauguré jeudi la plus grande ferme solaire flottante d'Asie du Sud-Est, d'un coût de plus de 100 millions de dollars. Le parc solaire de Cirata, d'une capacité de 192 mégawatts-crête (MWC), est construit sur un lac artificiel de 200 hectares dans l'ouest de l'île de Java. Le pays cherche à développer sa production d'énergie renouvelable. Les énergies solaire et éolienne représentent actuellement chacune moins de 1 % du mix énergétique de l'archipel.

INTEMPÉRIES

Pluies diluviennes dans le Pas-de-Calais

Deux jours après des crues historiques, l'eau recommençait à monter jeudi dans le Pas-de-Calais frappé par des pluies diluviennes. Les établissements scolaires et les crèches ont été fermés dans 200 communes. Le département, déjà en vigilance rouge crues, est passé en vigilance rouge pluie et inondations. Le Nord, la Seine-Maritime et la Somme sont, eux, placés en vigilance orange. La circulation des trains pourrait être perturbée jusqu'à samedi, sur l'ensemble des Hauts-de-France, a averti la SNCF sur X (anciennement Twitter).

FRANCE

POLITIQUE

Les associations dénoncent la « dérive » du Sénat sur la loi immigration

Les associations d'aide aux exilés ont exprimé jeudi leur « sidération » et leur « vive inquiétude » concernant la série de durcissements du projet de loi immigration actuellement débattu au Sénat. La chambre haute, contrôlée par une majorité de droite et du centre, a donné un sévère tour de vis au texte en adoptant ou durcissant plusieurs mesures qui sont des marqueurs d'une ligne très droitiste en matière migratoire : suppression de l'aide médicale d'État, du droit du sol, resserrement du regroupement familial, quotas migratoires, rétablissement du délit de séjour irrégulier... La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) dénonce une « dérive » qui met en péril « l'unité » du pays.

CYBERHARCÈLEMENT

Instagram et TikTok facilitent l'appel au 3018

Pour lutter contre le cyberharcèlement, TikTok et Instagram vont aider leurs utilisateurs victimes ou témoins à appeler le 3018, le numéro national d'aide aux victimes des violences numériques. Sur Instagram, toute personne qui signale un harcèlement verra apparaître un bouton d'appel téléphonique qui permet de joindre immédiatement les écoutes, psychologues et juristes du 3018, disponibles tous les jours de 9 à 23 heures. Sur TikTok, pas de bouton d'appel direct mais ceux qui signalent un cas se voient désormais proposer un lien qui les envoie vers le site du 3018.



Une école Diwan en Bretagne. Photo Sipa/Maisonneuve

gues régionales soient encore mieux enseignées et préservées, qu'elles trouvent leur place dans l'espace public en un juste équilibre entre leur rôle d'ancrage de langue régionale et le rôle essentiel de cohésion de la langue nationale. « Les grandes paroles, c'est bien, mais nous voulons des actes. Les langues régionales n'ont jamais été aussi mal enseignées que depuis

qu'il est président », veut rappeler le collectif « Pour que vivent nos langues ».

La modification de la Constitution, Paul Molac y croit. « On m'avait dit qu'une loi sur les langues régionales ne passerait jamais, et pourtant elle a été adoptée. Alors pourquoi pas un changement dans la Constitution », veut croire le député (Liot) du Morbihan.

Charlotte MURAT